

[Text]

Mr. Lambert: I am not worried. I can go over to Bill C-123. I am supposed to be there too.

The Chairman: Let us commence and see how it works. I would just ask you all to respect your colleagues' time.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

If I can, first of all, compliment the report. I found it fascinating and if you are into a \$12 million expenditure, I can find several pages where that \$12 million is recoverable if people follow the advice you have given. So on a straight economic basis, the value for money is easily found in this kind of report. I would like to concentrate on Chapter 15 and, in particular, some of the parts that affect the oil industry—and I guess another compliment. I raised some of the issues with which you deal back in Public Accounts in April and it is rather a pleasure to sit here in the month of December and see that some of the things have already been looked at and that some of the comments we made as a committee have been found to be true.

• 1135

If I can just deal for a second with the Petrofina purchase. As I try to summarize—you as the Auditor General of Canada reporting to Parliament and bringing taxpayers' concerns to us . . . this Crown corporation has put \$1,700 million worth of Canadian taxpayers' money at risk in the form of a loan through the Petrofina purchase and you as the Auditor General of Canada cannot find a piece of paper that would indicate that there was an evaluation done as to whether or not this was a wise purchase; that we did in fact receive value for money. To this point you cannot find that piece of paper; going into the Cabinet door you cannot find it in the Department of Energy, Mines and Resources—is that the conclusion I am entitled to draw?

Mr. Dye: Yes, you are. We have, we believe, looked in all the places where one might reasonably expect to find commentary from a department on this significant acquisition. The money has been paid out of the Canadian Ownership Account to Petro-Canada, and as auditor of the Canadian Ownership Account I am concerned about due regard for economy. We questioned officials of the Department of Energy, Mines and Resources and have received their advice that this transaction was of a commercial nature and that Cabinet had asked Petro-Can to carry out this transaction as agent for Canada and therefore there was no information in the Department of Energy, Mines and Resources.

We also went to the Ministry of Finance, to the Privy Council Office, and to the Treasury Board, I believe, and to the best of my knowledge we have been unable to find adequate documentation for my office to assure Parliament at this time that there is evidence available in those departments. We are now approaching Petro-Canada directly. I have

[Translation]

M. Lambert: Je ne me fais aucune illusion. Je pourrais aller discuter du projet de loi C-123. En principe, je devrais y être également.

Le président: Commençons donc et voyons comment les choses de passent. Je vous demanderai donc à tous de respecter le temps de vos collègues.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Si vous le permettez, tout d'abord, je voudrais féliciter les auteurs du rapport. Il est absolument remarquable, et même si vous avez une facture de 12 millions de dollars, je trouve plusieurs passages qui permettraient de récupérer cette somme si l'on suivait vos conseils. D'une façon strictement comptable, ce type de rapport est absolument rentable. Je voudrais me concentrer sur le chapitre 15 et, notamment, sur tout ce qui concerne l'industrie pétrolière. et là encore, je dois vous féliciter. J'ai déjà soulevé certaines des questions dont vous traitez ici à une réunion du Comité des comptes publics au mois d'avril et il est extrêmement réconfortant de s'apercevoir—au mois de décembre—que certaines de nos remarques ont déjà été prises en considération et que certaines idées du Comité se sont révélées justes.

Je vais consacrer un peu de mon temps de parole à l'achat de Pétrofina. J'essaie de résumer: Vous, vérificateur général du Canada, faisant votre rapport au Parlement et défendant les intérêts du contribuable devant nous, vous constatez que cette société de la Couronne a, au moment de l'achat de Pétrofina, fait un prêt risqué de 1,700 millions de dollars, avec l'argent tiré de la poche du contribuable canadien, tandis que vous êtes dans l'impossibilité de trouver une étude quelconque indiquant qu'une évaluation justifiait cet achat, c'est-à-dire, en fait, que notre argent était placé comme il faut. Nulle part—ni au cabinet, ni au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources—on n'a pu vous donner de justifications; est-ce bien ce que je peux conclure de votre rapport?

M. Dye: Oui, c'est cela. Nous avons—pensons-nous—frappé à toutes les portes où l'on aurait pu normalement nous répondre sur la justification possible de cet achat. L'argent vient du compte d'accroissement du taux de propriété canadienne et a été versé à Petro-Canada. Je suis chargé de la vérification de ce compte et la justification économique de cette opération me préoccupe. Nous avons posé des questions aux hauts fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources; ils nous ont répondu que cette opération—commerciale de nature—venait d'une décision du cabinet, qui avait demandé à Petro-Canada de s'en occuper comme agent représentant l'État canadien; le ministère n'a pu nous en dire plus.

Nous nous sommes adressés également au ministère des Finances, au bureau du Conseil privé et au Conseil du Trésor—je crois—et pour autant que je le sache, nous n'avons trouvé rien qui puisse nous servir pour garantir au Parlement l'existence de tels documents dans ces ministères. Nous en sommes maintenant à l'étape des contacts directs avec Petro-